



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/15822
10 juin 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 10 JUIN 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU GUATEMALA AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur, sur instructions expresses du Gouvernement du Guatemala et en me référant à la communication qui lui a été adressée par M. George Price, Premier Ministre du territoire du Belize, de vous informer comme suit. Dans sa communication, M. Price a dénoncé un incident survenu le dimanche 5 juin dans le village d'Arenal, situé au sud de Benque Viejo del Carmen, incident au cours duquel M. Pedro Barrera a trouvé la mort, assassiné par des hommes armés en civil qui avaient pénétré en territoire bélizien. Le Gouvernement guatémaltèque déclare ce qui suit au sujet de cet incident :

a) Comme vous-même, Monsieur le Président et les membres du Conseil de sécurité le savez déjà, le Guatemala ne reconnaît pas et ne reconnaîtra pas l'indépendance du Belize aussi longtemps que le différend territorial qui oppose le Guatemala au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne sera pas réglé. Dans une communication récente - du 16 mai - le Guatemala a été amené, à la suite de déclarations de M. Price, à insister à nouveau sur le fait qu'il ne reconnaît pas les frontières tracées unilatéralement par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et par le Gouvernement du territoire du Belize. M. Price a voulu profiter de cet incident pour catalyser le problème et laisser supposer qu'il défend, pour sa part, les frontières définies unilatéralement par les deux gouvernements précités.

b) Le Guatemala ne reconnaît pas l'existence d'un Etat du Belize et rejette donc les protestations par lesquelles le gouvernement installé dans ce territoire manifeste ses prétentions; dans la mesure où il ne reconnaît pas l'existence d'un tel Etat, le Guatemala ne reconnaît pas non plus l'existence de frontières le séparant de ce territoire, de sorte que tout fait se produisant sur ce dernier et nettant en cause des citoyens guatémaltèques relève de la juridiction des autorités du Guatemala. En ce qui concerne l'incident rapporté par M. Price, il est possible qu'il se soit agi d'une infraction de droit commun, ou encore d'une atteinte à l'ordre public, comme il s'en produit en divers endroits du territoire guatémaltèque sous l'effet de menées subversives; dans le cas présent, M. Price a exploité le fait en question pour servir les intérêts de son gouvernement.

c) Le Guatemala affirme une fois de plus son intention de régler par les voies pacifiques de la négociation les revendications dont il a saisi le Gouvernement britannique au sujet du territoire du Belize, et il espère que lorsque les points en litige seront résolus, les foyers de tension disparaîtront du même coup.

Je vous informe, Monsieur le Président, que le Gouvernement guatémaltèque a publié un communiqué de presse rédigé dans les mêmes termes que la présente lettre.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire le nécessaire pour que la présente réponse à la communication du Belize soit distribuée comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Mario QUINONES AMEZQUITA
